

Les crédits

de l'industrie. En éliminant le chevauchement, on aurait pu éviter certaines coupures.

Le Québec n'aurait certes pas sabré dans la recherche et le développement, et les fermes expérimentales de La Pocatière et de L'Assomption auraient survécu. Dans le milieu agricole, comme dans d'autres milieux, on s'interroge de plus en plus sur la pertinence de payer des impôts à Ottawa sans recevoir en retour les ressources nécessaires pour développer son industrie.

D'ailleurs, nous n'obtenons toujours pas notre juste part des dépenses fédérales en agriculture avec 12,4 p. 100 environ, c'est des «pinottes», alors que 17 p. 100 des recettes monétaires canadiennes proviennent du Québec. Pendant ce temps, l'Ouest se taille la part du gâteau avec 60 p. 100 des dépenses du fédéral.

La situation du Québec a même empiré depuis 1980, alors que notre part des dépenses en provenance du fédéral s'établissait à 16,4 p. 100 cette année-là. En plus, les impôts payés par nos agriculteurs servent à soutenir des politiques qui concurrencent leur propre production. Oui, bien des agriculteurs québécois se posent des questions sur l'utilité de demeurer au sein d'un pays qui les laisse tomber à la moindre occasion. Nous savons, par contre, qu'il nous faudra contrer la peur engendrée par les épouvantails brandis par les fédéralistes.

La campagne de peur est amorcée avec les propos publiés par les mercenaires fédéralistes au sujet de l'industrie laitière québécoise qui, selon eux, serait menacée par la souveraineté. On nous dit qu'un Québec souverain perdrait la moitié de son quota de lait de transformation, entraînant la fermeture de milliers de fermes laitières au Québec.

Selon les fédéralistes, la souveraineté serait une catastrophe pour les producteurs laitiers du Québec parce qu'au sein de la fédération, ils approvisionnent 48 p. 100 du marché canadien de lait de transformation, alors qu'ils ne représentent que 25 p. 100 de la population canadienne.

Analysons cette situation froidement. Il est faux de prétendre que le Québec souverain ne fera plus d'échanges commerciaux avec le reste du Canada. L'industrie laitière québécoise n'est ni un cadeau tombé du ciel, encore moins un cadeau ou un bienfait du fédéralisme, mais une simple réalité économique.

Alors, le scénario catastrophique devrait tenir compte du fait que les échanges commerciaux entre le Québec et le Canada dépassent les 80 milliards de dollars, et que cette somme ne voyage pas seulement dans un sens. Si le Québec est supposé perdre dans ses échanges avec le reste du Canada, l'inverse n'est-il pas aussi vrai?

Scénario pour scénario, avouez que celui-ci décrivant un nécessaire espace économique, salutaire pour les deux parties, est beaucoup plus réaliste. Vrai qu'il ne gagnera pas d'Oscar pour l'épouvante ou la fiction. Vrai cependant que les gens préfèrent les films qui finissent bien. Voici d'ailleurs un scénario véridique. Pas plus tard que mercredi dernier, les producteurs de lait du Québec et ceux du Canada ont signé une entente de principe stipulant que la commercialisation du lait de transformation et de consommation sera maintenant intégrée dans les six

provinces de l'Est. Pour ces six provinces, les producteurs recevront le même prix pour leur lait et géreront un quota commun.

• (1655)

Ensemble, ces provinces représentent 85 p. 100 du quota canadien du lait de transformation. Cette intégration éliminerait les barrières interprovinciales pour l'approvisionnement du lait. Le Québec a joué un rôle de premier plan dans ce dossier, personne n'a eu envie de le laisser de côté.

Sans le Québec, la politique laitière canadienne s'écroulerait. Et cela, les producteurs laitiers des autres provinces le savent et l'ont bien compris. En pleine période préréférendaire, ils reconnaissent l'importance de procéder à une intégration économique avec le Québec. On est rendu loin du scénario de peur des fédéralistes, n'est-ce pas? Les producteurs laitiers du Canada savent qu'au lendemain d'un oui au référendum, le Canada maintiendra une union économique avec le Québec, pas pour faire plaisir au Québec, mais bien pour protéger leurs propres intérêts.

Qui songerait à exclure le Québec du système de gestion de l'offre, les quotas? Les producteurs du reste du Canada seraient exposés à la forte concurrence des produits laitiers québécois et des pénuries de produits québécois apparaîtraient sur le marché canadien. En vertu des règles du GATT, le Canada pourrait difficilement imposer de nouvelles restrictions commerciales pour empêcher les produits laitiers québécois d'entrer sur ses marchés.

Le GATT ne permet pas l'implantation de nouvelles mesures restrictives sur les marchés. Le maintien d'un espace économique commun permet de lutter contre les pressions américaines qui s'opposent toujours aux tarifs douaniers sur les produits laitiers canadiens. Les fédéralistes essaient aussi de nous faire peur avec l'ALENA.

Même si les États-Unis tentent toujours d'en soutirer le plus possible à ses partenaires économiques, le Québec s'appuiera sur le GATT, tout comme l'a fait actuellement le gouvernement canadien, pour protéger ses tarifs douaniers.

Si on tient absolument à parler de menaces pour l'industrie laitière québécoise, on doit parler du dernier Budget fédéral. Voilà la vraie menace pour l'industrie laitière! Le gouvernement réduit sa subvention pour le lait de transformation de 30 p. 100 sur deux ans. Évidemment, avec sa production de 48 p. 100 du quota de lait de transformation, le Québec assume la grosse part de la réduction.

Calcul rapide, cela représente une perte de revenu de 3 775 \$ pour une ferme laitière de taille moyenne, dont le revenu net du producteur s'élève à 25 000 \$. Il s'agit d'une perte de 15 p. 100 du revenu. Il faut ajouter à cela la hausse des coûts pour l'alimentation du bétail qui découle de la perte des subventions pour le transport fourrager et céréalier, dont je parlais en début d'intervention.

Je répète qu'aucune compensation n'est prévue dans le Budget pour les agriculteurs québécois qui seront pourtant les plus affectés.

En terminant, permettez-moi de citer le ministre de l'Agriculture du Québec, M. Marcel Landry, suite au dépôt du Budget Martin: «Le nouveau fédéralisme canadien, c'est une ponction